



# Notre Santé En Danger

Difficultés d'accès aux soins,  
démantèlement des hôpitaux publics,  
casse de la « Sécu » : **Ça suffit !**

**Tous et toutes le 7 mars à la manifestation  
avec les personnels de la santé , de l'action sociale et  
de la Sécu, à l'appel de la CGT, FO, et SUD santé**

**36% à 64% de la population**, (selon les spécialités médicales) renonce à des soins pour des raisons financières (enquête IPSOS/SPF). Le nombre de médecins pratiquant des dépassements d'honoraires ne cesse d'augmenter avec les « contrat d'accès aux soins » de Mme Touraine incitant les médecins à adhérer au secteur 2 qui autorise les dépassements d'honoraires.

Cette situation ne peut que s'aggraver avec la progression des déserts médicaux en milieu rural et dans les quartiers populaires des villes, même à Paris. Ces inégalités d'accès à la santé sont aggravées par les restructurations hospitalières et les fermetures de maternités de proximité imposées par les gouvernements successifs.

Il n'est pas étonnant dans ce contexte que l'épidémie de grippe fasse exploser l'accueil dans les hôpitaux, laissant durant des heures les malades sur des brancards et épuisant les soignants. Ce nouvel épisode sanitaire révèle l'état déplorable de notre système de santé publique après des années d'austérité et de purge tant en lits qu'en personnels.

En 10 ans, 100 000 postes et des milliers de lits ont été supprimés dans les hôpitaux publics. La loi de financement de la Sécu pour 2015-2017 a diminué le budget de la santé de 10 milliards d'euros en faveur du Pacte de responsabilité, dont 3,5 milliards à l'Hôpital, soit 22 000 postes en moins d'ici la fin de cette année.

Ces économies de Milliards d'euros, avec le CICE et les exonérations de cotisations sociales, pour le seul profit du Patronat, c'est aussi pour le personnel de santé toujours plus de souffrance et hélas des suicides dans plus d'une dizaine de cas en 2016.

## La Sécurité sociale en péril

La mise en place par le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, de l'Accord National Interprofessionnel (ANI ) a rendu obligatoire l'adhésion à une mutuelle ou assurance privée pour tous les salarié-e-s. Cette privatisation d'une partie du remboursement ouvre la voie à F. Fillon et d'autres qui veulent aller encore plus loin dans la remise en cause de la solidarité et la destruction de la Sécu en transférant aux complémentaires la totalité du « *petit risque* » alors que cette notion n'a aucun sens, une grippe peut avoir de graves conséquences comme on le voit actuellement.

Si nous sommes moins remboursés, c'est en raison des déremboursements, des forfaits et franchises sur chaque consultation, transport en ambulance, boîtes médicaments etc. et des dépassements d'honoraires. Nous sommes de plus en plus nombreux à réclamer d'aller rapidement vers les remboursements à 100% par la Sécu sans avance des frais.

**Nous voulons une véritable solidarité,**

**la Sécu pour tous et toutes sans exclusive !**

# Les exigences de « Notre Santé en danger »

Le collectif « Notre Santé En Danger » qui regroupe des associations, des mutuelles solidaires, des syndicats, et des partis politiques, s'est doté d'un socle de revendications communes pour faciliter une mobilisation commune des usagers, des professionnels santé et des élu-e-s.

## Il revendique notamment :

- l'accès à des soins de qualité, pour toutes et tous, partout et à tout instant, dans tous les domaines.
- un système public de santé, un secteur médico-social et social public et associatif, centres de santé, centres d'IVG ainsi qu'une psychiatrie de secteur, coordonnant et assurant la continuité des soins sur tout le territoire, dotés de moyens suffisants pour répondre aux besoins de toute la population,
- une protection sociale, ouverte à toute la population, basée sur le principe «chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins », intégrant l'AME et la CMU
- d'aller vers le 100% sécurité sociale avec la non avance des frais (tiers-payant)
- la suppression de tous les « restes à charge » (forfaits et franchises)
- Un plan d'urgence pour la médecine scolaire, du travail, et la PMI.
- L'augmentation du nombre de professionnels de santé formés.
- Une recherche publique indépendante.
- Une politique publique du médicament intégrant la recherche, la production et le contrôle.
- La définition démocratique des besoins de la population, l'élaboration et le suivi des projets, associant usagers, professionnels, élus, sur un plan d'égalité. Une réelle représentativité des usagers, des personnels et des élus dans les instances décisionnelles à tous les niveaux.

## Il s'oppose

- aux suppressions d'emplois et d'activités, aux fermetures de services et aux regroupements autoritaires dans tous les secteurs de la santé,
- à la privatisation des activités et des établissements,
- à tout transfert de prestations de l'assurance-maladie obligatoire vers les complémentaires/assurances privées.

**Notre Santé En Danger  
soutient les personnels hospitaliers et les initiatives  
prises par l'Intersyndicale CGT-FO-SUD santé**

### **Meeting :**

- **Le 9 Février à partir de 9h à Strasbourg**
- **Le 23 Février à partir de 19H à Toulouse**
- **Le 28 Février à partir de 19H à Angers**
  - **Le 2 Mars à partir de 18H à Paris**

### **Manifestations :**

**MARDI 7 MARS**

**Paris, départ à 13h à DENFERT-ROCHEREAU  
Et appelle les usagers et la population  
à y participer massivement ...**

**Signez notre pétition sur :**

<http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2016N49267>